

Allocution de Carl Bildt à l'occasion de la signature du traité d'adhésion à l'UE (Corfou, 24 juin 1994)

Légende: Le 24 juin 1994, à l'occasion de la signature à Corfou du traité d'adhésion de la Suède à l'Union européenne, Carl Bildt, Premier ministre suédois, prononce un discours dans lequel il expose les espoirs de son pays et les nouveaux défis qui se posent à l'Europe des Quinze.

Source: Conseil de l'Union européenne-Secrétariat général (sous la dir.). Communication à la presse (7979/94) (Presse 138). Corfou: Service de presse, 24.06.1994.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL:

http://www.cvce.eu/obj/allocution_de_carl_bildt_a_l_occasion_de_la_signature_du_traite_d_adhesion_a_l_ue_corfou_24_juin_1994-fr-83e83240-c19d-4b90-8b10-73b642271993.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

Allocution de Carl Bildt à l'occasion de la signature des traités d'adhésion à l'UE (Corfou, 24 juin 1994)

La signature de ce traité constitue une étape historique pour la Suède et aussi une étape historique pour la coopération européenne avec toutes les possibilités qu'elle ouvre.

Le traité que je signe aujourd'hui est l'accord le plus important que mon pays ait négocié et signé au cours de ce siècle.

Il sera soumis par référendum au peuple suédois au mois de novembre.

La Suède a toujours fait partie de l'Europe. Nous sommes fiers des contributions que nous avons pu apporter dans le passé à l'évolution commune de l'Europe et nous lui sommes reconnaissants de ce qu'elle nous a apporté dans différents contextes.

Il est hautement symbolique que cette signature ait lieu en Grèce, berceau de la démocratie qui la première a démontré le caractère indispensable de la coopération entre Etats indépendants et la force qui en résulte.

L'Union à laquelle nous désirons participer et que nous souhaitons voir se développer est une communauté qui renforcera la démocratie et la coopération en Europe, garantissant ainsi la paix qui est une condition préalable à toute évolution.

Je suis un représentant de la génération née après la deuxième guerre mondiale, mais je sais aussi que notre génération n'a pas le droit de considérer que la paix en Europe est définitivement acquise.

Au-delà des lointaines montagnes de l'autre côté du détroit de Corfou, il y a l'Albanie, récemment libérée du communisme et, au-delà encore, le Kosovo, toujours sous l'oppression et, un peu plus loin encore, la Bosnie et Sarajevo avec leur somme de tragédies et de souffrances.

Nous n'avons pas le droit de considérer que la paix en Europe est définitivement acquise et je suis profondément convaincu que seule une coopération intensifiée et élargie entre les nations et les peuples d'Europe peut garantir la paix et prévenir les tragédies, la souffrance et la misère.

Ceci ne vaut pas uniquement pour cette partie de l'Europe mais également pour tout le reste du continent.

La partie occidentale de l'Europe accède enfin à l'unité. Les pays nordiques sont restés en dehors de cette coopération depuis bien trop longtemps, mais ils ont maintenant l'occasion d'y participer et d'influer sur les événements.

Ceci est important pour assurer aussi la stabilité et la sécurité dans le nord de l'Europe.

Mais il ne suffit pas d'unifier l'Europe occidentale, nous devons aussi œuvrer à l'unification de l'Europe dans son ensemble.

Il ne faut pas sous-estimer les problèmes que cela soulèvera, mais les problèmes qui se poseront tôt ou tard si nous ne le faisons pas ne sauraient être négligés.

La réunification de l'Europe est la tâche historique qui nous incombe pour les années à venir.

La coopération à l'intensification et à l'extension de laquelle nous souhaitons participer doit être une coopération ouverte menée dans un esprit de confiance entre nations européennes libres et fières.

Mais en même temps, cette coopération doit être forte et puissante pour que nous puissions affronter les grands défis qui nous attendent et qui ne peuvent être résolus que de manière commune.

Nous savons qu'il nous faut associer nos efforts pour renforcer la croissance et la compétitivité de nos économies afin d'être en mesure de mettre un terme à la stagnation et au chômage qui nous affectent actuellement.

Nous savons que nous devons mettre en commun nos efforts pour communiquer à nos économies la force sans laquelle les objectifs de sécurité et de prospérité pour tous ne pourront jamais être atteints.

Nous savons que nous devons mettre en commun nos efforts pour aborder les problèmes d'environnement qui ne s'arrêtent pas aux frontières nationales.

Nous savons que le meilleur moyen de mettre en place des sociétés libres, des économies libres et la liberté des échanges au niveau mondial est d'œuvrer en commun tous ensemble.

L'une des figures les plus remarquables de la Suède de l'après-guerre, Dag Hammarskjöld, qui est devenu par la suite Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'était exprimé dès 1951 sur la manière dont nous devons "choisir l'Europe".

A ses yeux, l'Europe n'était pas seulement l'héritière des traditions de Jérusalem, d'Athènes et de Rome, mais impliquait aussi un engagement commun à édifier des sociétés fondées sur les principes de l'humanisme, de la démocratie et de l'Etat de droit qui découlent de ces traditions.

C'est dans l'esprit de Dag Hammarskjöld, un esprit pétri d'humanisme et d'internationalisme, que la Suède se voit offrir l'occasion de choisir l'Europe lors du référendum et de participer pleinement à la coopération européenne.